



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté n° 2342/2026/45

**fixant des prescriptions complémentaires
à la société TORAY CARBON FIBERS EUROPE pour son site d'Abidos
(actualisation de prescriptions suite à la construction d'une 6^e ligne
de fabrication de fibres de carbone TEF6)**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et son article R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les actes antérieurement délivrés à TORAY CARBON FIBERS EUROPE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune d'Abidos, et notamment l'arrêté n° 08/IC/161 du 7 août 2008 autorisant la société à créer une 5^e ligne de fabrication de fibres de carbone ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le dossier de porter-à connaissance et la demande d'examen au cas par cas déposés le 7 juillet 2023, complété par l'évaluation des incidences sanitaires transmise le 19 juin 2025 et les compléments fournis le 3 octobre 2025 et le 14 novembre 2025 ;

VU la décision en date du 9 août 2023 après instruction de cette demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 27 novembre 2023 et daté du 29 novembre 2023 ;

VU la réponse de l'exploitant du 24 avril 2025 suite à la transmission du projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire le 7 avril 2025 ;

VU l'évaluation des incidences sanitaires transmise le 19 juin 2025 ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 31 juillet 2025 et daté du 9 septembre 2025 ;

VU les demandes de compléments au dossier d'évaluation des incidences sanitaires formulées par courrier transmis à l'exploitant le 13 août 2025, auxquelles il a répondu par courriers du 3 octobre 2025 et du 14 novembre 2025 ;

VU le rapport et les propositions en date du 23 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 23 avril 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 24 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU la lettre de l'exploitant du 6 mai 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification déposé le 7 juillet 2023 ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées visent à créer une 6^{ème} ligne de fabrication et une extension au bâtiment de stockage produits finis et logistique ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le tableau de classement ICPE, compte-tenu notamment de l'augmentation d'activité lié à la nouvelle ligne TEF 6 au titre des rubriques 2565, 2661, et 2662 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de prévention de la pollution atmosphérique, compte tenu de la demande de l'exploitant appuyée par une évaluation des risques sanitaires remise le 19 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques, compte tenu de la nécessité de compléter le programme de surveillance des effluents aqueux, et de la réponse de l'exploitant du 24 avril 2025 sollicitant des modifications de valeurs limites d'émission (VLE) en ligne avec les arrêtés ministériels ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de quantités de déchets produits ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de moyens de secours et d'inscrire la nécessité de mettre à jour le plan d'opération interne ;

CONSIDÉRANT que l'étude de risques sanitaires présentée à l'appui de la demande de l'exploitant montre que les valeurs limites d'émission (VLE) proposées par TORAY pour les oxydes d'azote (NO_x), en substitution de la VLE fixée par l'arrêté préfectoral du 7 août 2008, ne révèle pas de risque sanitaire ;

CONSIDÉRANT que le rapport de l'inspection du 27 novembre 2023 conclut que la démarche RSDE est considérée comme terminée pour le site Toray Abidos, mais que néanmoins, s'agissant du zinc, le prochain arrêté préfectoral complémentaire fixera la nécessité de remplacer, au fur-et mesure, les toitures en zinc par des toitures constituées d'un autre matériau ;

CONSIDÉRANT que les éléments d'appréciation transmis à M. le Préfet dans le porter-à-connaissance sont suffisants pour juger de l'absence d'impacts des modifications envisagées par TORAY CARBON FIBERS EUROPE ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

La société TORAY CARBON FIBERS EUROPE, dont le siège social est situé route départementale 817, 64170 Lacq, est autorisée à poursuivre ses activités, sous réserve du respect des dispositions annexées au présent arrêté.

Les principaux équipements constituant l'usine de fabrication de fibres de carbone sont :

- les unités de fabrication et capacités : 6 lignes :
 - TEF1 : 575 t/an
 - TEF2 : 300 t/an
 - TEF3 : 2 500 t/an
 - TEF4 : 830 t/an
 - TEF5 : 2 500 t/an
 - TEF6 : 1 000 t/an
- les bâtiments de stockages communs aux 6 lignes de fabrication, incluent :
 - deux bâtiments de stockage de PAN (3 740 tonnes stockées pour 6 lignes) ;
 - deux bâtiments de stockage de fibres de carbone (3 000 tonnes stockées) et d'emballages (155 stockées).

Article 2 : Conformité aux dossiers

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant dès lors que ces dispositions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions générales applicables

Les installations respectent les dispositions générales des arrêtés suivants :

- arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- arrêté préfectoral d'autorisation n° 08-IC-161 du 7 août 2008, nonobstant les dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

Article 4 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à enregistrement à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 5 :

Le tableau de classement de l'annexe I remplace le tableau de classement du courrier de donner-acte du 29 juillet 2021.

Les dispositions des annexes II et III du présent arrêté annulent et remplacent les dispositions respectivement :

- Du titre IV « prévention de la pollution atmosphérique » de l'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 08-IC-161 du 7 août 2008 ;
- Du titre II « prévention de la pollution de l'eau » de l'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 08-IC-161 du 7 août 2008 ;
- L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08/IC/161 du 7 août 2008 pour intégrer la capacité de production de la nouvelle ligne TEF6.
- De l'arrêté préfectoral n° 2342/2025/67 du 30 juin 2025.

Les dispositions de l'annexe IV modifient l'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 08-IC-161 du 7 août 2008 comme suit :

- l'article 2 du titre VI « traitement de l'élimination des déchets » relatif à la quantité de déchets produits,
- et les articles 3.2 et 3.9.1 du titre VII « prévention des risques et sécurité » relatifs aux moyens de secours et au plan d'opération interne.

Les dispositions de l'annexe V remplacent l'annexe III de l'arrêté préfectoral n° 08-IC-161 du 7 août 2008.

Article 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Abidos et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Abidos pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Abidos,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire d'Abidos, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TORAY CARBON FIBERS EUROPE.

Pau, le **18 MAI 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel CESRET

ANNEXE I – Tableau de classement

Article I.1 – Tableau de classement

Les installations de l'établissement Toray Carbon Fibers Europe à Abidos sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Ce dernier abroge et remplace tout tableau de classement antérieur.

Rubrique	Description	Capacité	Régime(1)
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2 - Procédés utilisant des liquides, le volume de cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 litres	9 102 litres	E
2661-1b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	42,6 t/j	E
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1 - supérieur ou égale à 1 000 m ³	3 682 m ³	E
2921.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturel : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	13 188 kW	E
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1 - Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	785 kW	D

(1) E (Enregistrement), D (Déclaration)

L'établissement relève du régime de l'enregistrement.

ANNEXE II – Prévention de la pollution atmosphérique

Article II.1 – Conception des installations

Article II.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article II.1.2 – Pollutions accidentelles

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article II.1.3 – Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article II.1.4 – Voie de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article II.1.5 – Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Article II.2 – Conditions de rejet

Article II.2.1 – Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article II.2.2 – Conduits et installations raccordées

Les différents points de rejet du site sont décrits dans le tableau ci-dessous :

N° de conduit	Installations raccordées	Traitement	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1.1	TEF 1 : gaz d'oxydation et de carbonisation	TEF 1 - traitement par oxydateur thermique (TOD)	28	0,98	25000	8
2.1	TEF 2 : gaz d'oxydation, de carbonisation et de graphitisation	TEF 2 - traitement par oxydateur thermique (TOD)	28	1,25	30000	8
	TEF 2 : gaz des barrages des fours d'oxydation	TEF 2- traitement catalytique				
	TEF 2 : gaz des hottes des fours d'oxydation	Traitement catalytique (en projet)				
3	TEF 3 : gaz d'oxydation, de carbonisation, d'ensimage et de séchage	TEF 3 - traitement par oxydateur thermique (TOD)	28	1,15	55000	8
4	TEF 4 : gaz d'oxydation, de carbonisation, d'ensimage et de séchage	TEF 4 - traitement par oxydateur thermique (TOD)	28	1,22	45000	8
5	TEF 5 : gaz d'oxydation, de carbonisation, d'ensimage et de séchage	TEF 5 - traitement par oxydateur thermique (TOD)	28	1,15	45000	8
6.1	TEF 6 : gaz d'oxydation	TEF 6 - traitement par oxydateur thermique et régénératif (RTO) pour gaz froids et peu chargés	28	1	25000	8
6.2	TEF 6 : gaz de précarbonisation, prégraphitization, graphitization, d'ensimage et de séchage	TEF 6 - traitement par oxydateur thermique (TOD) pour gaz chauds et chargés	28	0,8	14000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les points de rejet diffus non fugitifs du site qui sont décrits dans le tableau suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Substances émises	Hauteur
1.2	TEF 1_Ensimage /séchage	HCN, DMF, Formaldéhyde, épichlorhydrine et ammoniac	20 m
2.2	TEF 2_Ensimage /séchage	HCN, DMF, Formaldéhyde, épichlorhydrine et ammoniac	22 m

7	Atelier de détorsadage	Acétone, éthanol	6 m
---	------------------------	------------------	-----

Article II.2.3 – Valeurs limites d’émission dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des conduits n° 1.1, 2.1, 3, 4, 5, 6.1 et 6.2 respectent les valeurs limites d’émission (VLE) suivantes :

Substance	Concentrations en mg/Nm ³	Flux maximum annuel en t/an
Poussières	40	35
NOx	400	270
SO ₂	35	32
HCN	5	7,5
SiO ₂	2	2

Article II.2.4 – Suivi et Réduction des émissions de Composés organiques volatils (COV)

Si la consommation annuelle de solvants est supérieure à une tonne, l’exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l’installation. Ce plan est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.

Article II.3 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

Article II.3.1 – Autosurveillance des émissions canalisées par la mesure

Le programme d'autosurveillance des rejets canalisés atmosphériques comprend a minima les mesures suivantes :

Conduits n° 1.1, 2.1, 3, 4, 5, 6.1 et 6.2 (rejets oxydateurs)

Paramètre	Fréquence
Débit	Continue
Température	Continue
O ₂	Continue
CO ₂	Tous les 2 mois
Poussières	Annuelle
SO ₂	Tous les 2 mois
NOx	Tous les 2 mois
HCN	Tous les 2 mois
SiO ₂ (dont caractérisation)	Tous les 3 ans

Réalisation des mesures

Pour chacun des points de rejet canalisés des oxydateurs (conduits n° 1.1, 2.1, 3, 4, 5, 6.1 et 6.2), parmi les différentes campagnes de mesures requises ci-dessus, une est réalisée par un organisme agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Le contrôle porte sur les substances susceptibles d'être émises et notamment celles pour lesquelles une valeur limite d'émission est fixée à l'article 2.3 du présent arrêté.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Article II.3.2 – Surveillance environnementale

À la mise en service de la ligne de production TEF 6, l'exploitant effectue une campagne de surveillance environnementale sur 3 points de surveillance définis dans l'évaluation des risques sanitaires du site. L'exploitant argumente le choix des points de surveillance. Si une campagne a été réalisée dans le cadre de l'APC n° 2342/2026/39 du 18/02/2026, il n'est pas nécessaire de réitérer une campagne pour l'année 2026.

La campagne se prolonge sur une période de 14 jours minimum, sur une période représentative des conditions de fonctionnement de l'installation.

Les paramètres suivis par cette surveillance environnementale sont :

- HCN
- Diméthylformamide (DMF)
- Formaldéhyde
- Épichlorhydrine
- Ammoniac
- Poussières

Cette campagne est autant que possible concomitante avec les campagnes de surveillance à l'émission. Cette surveillance est répétée annuellement afin d'évaluer l'impact des émissions diffuses non fugitives, et se déroule de préférence à une période où les émissions sont susceptibles d'être maximisées par les conditions météorologiques.

Article II.3.3 – Transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats dès leur réception par courriel.

Au terme des premiers 6 mois de mise en service de ligne de production TEF 6, l'exploitant fournit un rapport environnemental compilant les résultats d'autosurveillance collectés pendant cette phase.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le bilan des résultats des mesures de l'année N, incluant le flux annuel rejeté.

En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article II.3.3 – Modification du programme d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance est adaptable à tout moment sur initiative de l'inspection, ou sur demande de l'exploitant, selon les résultats acquis, après accord de l'inspection des installations classées.

ANNEXE III : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article III.1 – Prélèvements et consommations d'eau

Article III.1.1 – Consommation

Toutes dispositions doivent être prises dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, les eaux de refroidissement doivent être recyclées. Les différents points d'alimentation en eau doivent être équipés d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre (éventuellement informatisé).

Article III.1.2 – Origine des approvisionnements en eau

Sont autorisés les approvisionnements suivants :

Origine de la ressource	Utilisation	Consommation maximale
Réseau public d'adduction d'eau potable de la commune d'Abidos	Besoins domestiques + substitution des eaux de nappe de manière ponctuelle, en période de sécheresse	25 000 m ³ /an
Nappe phréatique : 5 puits comme détaillé ci-après	Alimentation en eau industrielle	318 000 m ³ /an
Eau fournie par SOBEGI via une canalisation enterrée	Eau brute filtrée - besoins industriels	

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Les caractéristiques des forages sont les suivants :

Ouvrage	21D	21A	21B	21F	21G
Indice BSS	BSS002HPND	BSS002HPJD	BSS002HPJE	BSS002HPJF	Non identifié
Diamètre de l'ouvrage	258 mm	213 mm	258 mm	219 mm	219 mm
Profondeur forage/repère	8,76 m	11,30 m	12,23 m	11,42 m	10,88 m
Débit d'exploitation actuel maximum par forage	Non exploité	27 m ³ /h	12 m ³ /h	25 m ³ /h	25 m ³ /h
X	405257	405335	405285	405448	405428
Y	6261829	6261610	6261723	6261565	6261692
Z (m NGF IGN 69)	95,72	96,69	96,15	97,88	96,81
Débit maximum d'exploitation des forages	75 m ³ /h au total				

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions générales de l'arrêté du 11 septembre 2003 applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, en particulier les prescriptions relatives :

- aux conditions d'implantation,
- aux conditions de réalisation et d'équipement des forages,
- aux conditions de surveillance et d'abandon des forages.

Article III.3.5 – Protection des réseaux d'eau potable et des nappes phréatiques

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique, ou dans les milieux de prélèvement.

Article III.3.6 – Mesures en cas de sécheresse

En cas de sécheresse de niveau de gravité « alerte », « alerte renforcée » ou « crise », les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Article III.4 – Collecte des effluents liquides

Article III.4.1 – Dispositions générales

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions du point III.5 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article III.4.2 – Réseaux de collecte

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non polluées (et les eaux non polluées s'il y en a et les diverses catégories d'eaux polluées).

Le réseau de collecte des eaux pluviales devra être équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et d'un décanteur sur chacun des rejets.

Les réseaux d'égouts sont conçus et aménagés pour éviter toute infiltration dans le sol et permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Article III.4.2 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article III.4.3 – Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article III.4.4 – Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article III.4.5 – Bassin de confinement

L'exploitant dispose :

- d'un busage enterré, intégré aux canalisations du réseau pluvial, conférant une capacité de confinement de 935 m³,
- d'un bassin de confinement d'une capacité de 1 700 m³.

Ces ouvrages doivent être étanches aux produits collectés et accessibles en tout temps pour les opérations de contrôle ou d'intervention.

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction lors d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est de 1 720 m³. Cette capacité de confinement doit être disponible en permanence, sans obstruction ni réduction due à d'autres usages.

Le bassin de stockage des eaux pluviales doit disposer d'un volume utile complémentaire de 870 m³, calculé pour une pluie de fréquence trentennale. Ce volume s'ajoute aux capacités mentionnées ci-dessus, portant la capacité totale de confinement nécessaire à 2 590 m³.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collectée dans ce bassin, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha.

Article III.5 – Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article III.5.1 – Identification des effluents

Les différents types d'effluents de l'établissement sont décrits dans le tableau ci-dessous :

	Rejet n° 1 (pluvial)	Rejet n° 2 (pluvial)	Rejet n° 3 (industriel)	Rejet n° 4 (domestique)
Nature des effluents	- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées - surverse du bassin de réserve d'eau incendie	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Eaux résiduaires issues des installations de traitement des effluents de neutralisation de l'établissement. Elles sont composées des eaux de régénération des résines adoucisseuses d'eau (installation de déminéralisation pour les lignes 1, 2, 3 et 4), des purges des tours aéroréfrigérantes et des eaux de vidange des bains électrolytiques	Eaux domestiques vers la station d'épuration communale d'Abidos

Par ailleurs, les eaux de refroidissement sont intégralement recyclées.

De même, les eaux de lavage des fibres sont intégralement recyclées sur l'installation de déminéralisation.

Article III.5.2 – Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article III.5.3 – Traitement des effluents

Les effluents font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les installations de traitement sont conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article III.5.4 – Modalités de rejet des effluents liquides

Les eaux vannes et les eaux usées sanitaires sont traitées dans une fosse septique, ou rejetées vers la station d'épuration communale.

Les éléments de localisation des différents points de rejet des effluents de l'établissement sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

	Rejet n° 1 (pluvial)	Rejet n° 2 (pluvial)	Rejet n° 3 (industriel)
Exutoire du rejet / point de rejet	Cours d'eau / fossé la Laize (masse d'eau non référencée par l'agence)	Cours d'eau le Luzoué	Rejoint le réseau pluvial au niveau du point de rejet n° 1 : cours d'eau / fossé la Laize.

	de l'eau)		
Conditions de raccordement	Présence d'un séparateur d'hydrocarbures	Présence d'un séparateur d'hydrocarbures	Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur final	La Laize puis le Gave de Pau - masse d'eau FRFR277B	Le Luzoué – masse d'eau FRFR431	La Laize puis le Gave de Pau - masse d'eau FRFR277B

Article III.5.5 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article III.5.5.1 – Conception et aménagement des points de rejet

Les points de rejets dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article III.5.5.1 – Aménagement des points de prélèvements

Sur chacun des ouvrages de rejet est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article III.5.5.2 – Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article III.5.5.3 – Équipement des points de prélèvements

Les émissaires des rejets n° 1 et n° 2 sont équipés de dispositifs permettant le prélèvement d'un échantillon représentatif des mesures.

Avant rejet au milieu naturel, les ouvrages d'évacuation des rejets n° 3 sont équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivantes :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4 °C,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- d'appareils de mesure en continu avec enregistrement du pH et de la température.

Article III.6 – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Article III.6.1 – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égouts ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de coloration.

Article III.6.2 – Valeurs limites d'émission

Les valeurs limites d'émission en concentration aux points de rejets mentionnées à l'article III.5 sont définies ci-dessous :

Substance	Code sandre	Rejet n° 1 (effluent procédé + pluvial / Laize)	Rejet n° 2 (pluvial / Luzoué)	Rejet n° 3 (effluent procédé seul/ Laize)	
Débit horaire		-	-	40 m³/h	
Débit journalier				480 m³/j	
Température	1301	30 °C	30 °C	30 °C	
pH	1302	5,5 < pH < 8,5	5,5 < pH < 8,5	5,5 < pH < 8,5	
-	-	-	-	VLE concentration	VLE en flux
MES	1305	35 mg/L	35 mg/L	30 mg/L	7,2 kg/j
DCO	1314	125 mg/L	125 mg/L	125 mg/L	12 kg/j
DBO5	1313	-	-	30 mg/L	7,2 kg/j
Azote global	1551	-	-	30 mg/L si > 50 g/j	4,8 kg/j
Ammonium	1335	-	-	pour surveillance seule	
Nitrites	1339	-	-	20 mg/L si > 40 g/j	-
Phosphore total	1350	-	-	10 mg/L si > 15 g/j	-
Sulfate	1338	-	-	2 000 mg/L	384 kg/j
Hydrocarbures totaux	7008	10 mg/L	10 mg/L	10 mg/L	-
AOX	1106	-	-	1 mg/l si > 30 g/j	-
Indice phénols	1440	-	-	0,3 mg/l si > 3 g/j	-
Aluminium	1370	-	-	5 mg/l si > 10 g/j	-
Fer	1393	-	-	5 mg/l si > 10 g/j	-

Substance	Code sandre	Rejet n° 1 (effluent procédé + pluvial / Laize)	Rejet n° 2 (pluvial / Luzoué)	Rejet n° 3 (effluent procédé seul/ Laize)	
Manganèse	1394	-	-	1 mg/l si > 10 g/j	-
Arsenic	1369			50 µg/l si > 0,5 g/j	-
Cadmium et ses composés	1388	-	-	50 µg/l	-
Chrome dissous (dont hexavalent et ses composés exprimés en chrome)		-	-	0,5 mg/l si > 1 g/j	-
Chrome hexavalent	1371	-	-	0,1 mg/l	-
Cyanures totaux	1390	-	-	0,1 mg/l	-
Cuivre	1392	-	-	0,5 mg/L si > 5 g/j et	200 g/jour
Mercure et ses composés	1387	-	-	25 µg/l	-
Nickel et ses composés	1386	-	-	2 mg/l si > 4 g/j et 0,5 mg/l si > 5 g/j	-
Plomb et ses composés	1382	-	-	0,4 mg/L	-
Zinc et ses composés	1383	-	-	3 mg/l si > 6 g/j et 2 mg/l si > 20 g/j	-

Article III.7 Réduction des rejets de zinc

L'exploitant transmet annuellement, au plus tard le 31 mars de chaque année, un bilan massique de rejet de zinc au Luzoué. Ce bilan est établi à partir des données d'autosurveillance.

Les toitures des nouveaux bâtiments sont constituées d'un matériau autre que le zinc.

De même, à l'occasion du remplacement des toitures des bâtiments existants, l'exploitant choisit un matériau autre que le zinc.

Article III.8 – Autosurveillance des rejets et prélèvements

Afin de garantir le respect permanent des valeurs limites d'émission fixées dans la présente annexe, l'exploitant suit a minima le programme d'autosurveillance ci-dessous sur un échantillon représentatif d'un rejet 24 h.

Substance	Rejet n° 1 (effluent procédé + pluvial / Laize)	Rejet n° 2 (pluvial / Luzoué)	Rejet n° 3 (effluent procédé seul/ Laize)
Débit	Trimestriel : sur 24 heures (lors de contrôle cuivre et zinc) et estimation basée sur les surfaces imperméabilisées et le bilan de pluviométrie mensuel		en continu
Température	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	en continu
pH	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	en continu
MES	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	mensuel
DCO	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	mensuel
DBO5			mensuel

Substance	Rejet n° 1 (effluent procédé + pluvial / Laize)	Rejet n° 2 (pluvial / Luzoué)	Rejet n° 3 (effluent procédé seul/ Laize)
Azote global			mensuel
Ammonium			mensuel
Nitrites			mensuel
Phosphore total			mensuel
Sulfate de sodium	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	mensuel
Hydrocarbures totaux	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	trimestriel
AOX,			trimestriel
Indice phénols			trimestriel
Cyanures totaux			trimestriel
Aluminium			trimestriel
Fer			trimestriel
Manganèse			trimestriel
Arsenic			Tous les 3 ans
Cadmium et ses composés			trimestriel
Chrome dissous (dont hexavalent et ses composés exprimés en chrome)			annuel
Chrome hexavalent			annuel
Cuivre	trimestriel	trimestriel	trimestriel
Mercure et ses composés			Tous les 3 ans
Nickel et ses composés			Tous les 3 ans
Plomb et ses composés			Tous les 3 ans
Zinc et ses composés	trimestriel	trimestriel	trimestriel

Le programme d'autosurveillance est adaptable à tout moment sur initiative de l'inspection, ou sur demande de l'exploitant, selon les résultats acquis, après accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces prélèvements, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre/le mois de la campagne de mesures.

Les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article III.9 – Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément.

Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées accompagnés des résultats d'autosurveillance de la période correspondante. La transmission comportera tous les éléments nécessaires à la vérification du calage visé par le présent article.

Article III.10 – Surveillance des eaux souterraines

Article III.10.1 – Positionnement des piézomètres

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance des eaux souterraines au droit de son site.

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué d'au-moins 3 piézomètres :

- un piézomètre en amont du site et du sens d'écoulement de la nappe,
- deux piézomètres, au moins, en aval du site et du sens d'écoulement de la nappe.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS002HPNB	Amont général du site	Nappe alluviale du Gave de Pau	8,5
PZ2	BSS002HPNC	Aval des installations	Nappe alluviale du Gave de Pau	8,49
Puit B	BSS002HPJE	Centre du site	Nappe alluviale du Gave de Pau	nd
Puit D	BSS002HPND	Aval général du site	Nappe alluviale du Gave de Pau	8,43

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe VI.

Article III.10.2 - Actualisation du nombre de piézomètres

Dans le cadre de la mise en service de la nouvelle ligne TEF 6, l'exploitant réalise une étude hydrogéologique visant à actualiser le nombre et l'implantation des piézomètres ou puits, afin d'assurer une surveillance adaptée des eaux souterraines.

Une copie de celle-ci est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, les piézomètres complémentaires sont mis en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article III.10.3 – Entretien des piézomètres

Ces piézomètres sont maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Article III.10.4 – Fréquence des prélèvements

L'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, deux fois par an (en période de basses et hautes eaux) sur les piézomètres mentionnés à l'article III.10.1 au relevé du niveau piézométrique de la nappe et à des prélèvements d'eau. Ces prélèvements sont réalisés quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc.).

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Article III.10.5 – Paramètres suivis

Les paramètres suivants sont analysés sur les prélèvements visés à l'article III.10.4 du présent arrêté :

- pH,
- ammonium,
- chlorures,
- fer,

- carbonates,
- sulfates,
- nitrates,
- nitrites,
- silice.

Article III.10.6 – Transmission des résultats

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées ci-dessus sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans le mois qui suit leur réalisation la réception des résultats d'analyses. Elle est accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvres ou envisagées.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article III.10.7 – Modification de la surveillance

Les modalités de surveillance ci-dessus pourront être aménagées ou adaptées au vu des résultats d'analyse.

Annexe IV : Autres prescriptions complémentaires

Article IV.1 – Nature et quantité des déchets produits

L'article 2 du titre VI de l'arrêté d'autorisation n° 08-IC-161 du 7 août 2008 est modifié comme suit :

Les déchets produits par les installations ne dépassent pas les quantités suivantes :

Désignation du déchet	Quantité annuelle tonnes
Effluents des opérations d'ensimage	1 000 t
DIB	384 t
Cartons	250 t
Résines	384 t
Fibres carbonées	371 t
DIS	64 t
Métaux	26 t
Fibres non oxydées	348 t
Bois	64 t

Article IV.2 – Moyens de secours

L'article 3.2 (« moyens de secours ») du titre VII de l'arrêté d'autorisation n° 08-IC-161 du 7 août 2008 est modifié comme suit :

L'exploitant dispose d'un réseau d'eau alimentant à partir d'une réserve d'eau incendie de 1 600 m³, des bouches, des poteaux ou des lances d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants :

- a) Réseau d'incendie privé maillé fournissant un débit minimum de 270 m³/h pendant deux heures.
- b) Alimentation du réseau d'eau incendie par deux réserves d'eau incendie de 800 m³ chacune.
- c) 14 poteaux incendie répartis sur l'ensemble du site, dont un sur le domaine public.
- d) Extincteurs de type adapté et en nombre suffisant.
- e) Robinets incendie armés (RIA) dans les bâtiments de fabrication et des cantres de la ligne TEF 6 : situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée et protégés contre le gel.

Le réseau d'alimentation en eau incendie est conçu de façon à résister à l'agression physique et chimique de son environnement.

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en état de fonctionnement et vérifiés périodiquement. Les robinets d'incendie armés (RIA) et les poteaux d'incendie privés doivent faire l'objet d'essais annuels (pression, débit) avec trace écrite.

Le réseau incendie est conçu de façon à garantir l'alimentation en eau incendie de toute zone à protéger et comporter des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre, puisse être isolée.

L'ensemble de ces moyens et les modes d'intervention sont déterminés conformément aux scénarii contenus dans l'étude des dangers et en concertation avec le chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Des exercices seront régulièrement réalisés en présence du Service départemental d'incendie et de secours.

Article IV.3 – Plan d’opération interne

Le plan d’opération interne intègre la 6e ligne de fabrication de fibres de carbone TEF 6, à notification de cet arrêté.

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans.

Article IV.4 – Prévention du bruit et des vibrations

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service de la nouvelle ligne TEF 6, puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l’inspection des installations classées.

Ce contrôle porte sur les niveaux de bruit en limite de propriété et sur l'émergence dans les zones à émergence réglementée. Il est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l’inspection des installations classées pourra demander.

Annexe V : Prescriptions particulières applicables aux lignes de production

Article V.1 – Unités de production

Article V.1.1 – Description des installations

Les six lignes sont chacune composées :

- de zone de préparation bobines PAN (Polyacrylonitrile) ;
- de cantres (dévidage des bobines de PAN) ;
- de fours d'oxydation changeant les propriétés de la fibre pour qu'elle devienne incombustible (250 °C), (un four de pré-oxydation et trois fours d'oxydation pour TEF 1, deux fours d'oxydation pour TEF 2, TEF 3, et TEF 5 un four de pré-oxydation et deux fours d'oxydation pour TEF 4 et TEF 6) ;
- d'un four de précarbonisation (800 °C) pour TEF 1, TEF 2, TEF 3, TEF 4, et TEF 5 ;
- d'un four de carbonisation (1 500 °C), pour les lignes TEF 1, TEF 3, TEF 4, et TEF 5 ;
- d'un four de prégraphitization pour TEF 2 et TEF 6 ;
- d'un four de graphitisation pour TEF 2 et TEF 6 ;
- d'une installation de traitement de surface, de lavage, de séchage et d'ensimage des fibres ;
- d'une zone de bobinage des fibres de carbone ;
- d'une installation d'incinération des rejets gazeux (TOD ou RTO sur TEF 6) ;
- d'un traitement catalytique des rejets pour TEF 2.

Article V.1.2 – Classement des lignes de production

Les lignes de productions sont classés au regard des rubriques 2661 et 2565, et à ce titre, ces installations sont conformes à :

- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables à la transformation de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre des ICPE pour la rubrique 2661,
- et l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 (partie du procédé concerné par le traitement de surface).

Article V.1.3 – Locaux à risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces différentes zones.

Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2661 ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté.

Article V.1.4 – Sécurité du procédé

Four d'oxydation

Des capteurs de température sont placés à l'intérieur du four d'oxydation. Un asservissement génère la mise en sécurité de la ligne en cas d'élévation de la température et notamment :

- l'arrêt du four et remplacement de l'air chaud par de l'air frais,
- l'arrêt du système d'entraînement de la fibre,
- l'ouverture des cheminées d'évacuation à tirage naturel,

- la pulvérisation d'eau sous pression à l'intérieur des fours.

En cas de pression trop élevée dans le four, des portes d'explosion doivent se déclencher.

Ces systèmes de sécurité et le fonctionnement des portes d'explosion doivent être testés à chaque arrêt technique, avec une fréquence maximale de 24 mois entre les tests.

Détecteurs de HCN

Des détecteurs de HCN reliés à une alarme sont répartis sur l'ensemble des lignes de production dans les zones où des dégagements d'HCN sont susceptibles de se produire. Ces détecteurs sont reliés à une alarme visuelle et sonore retransmise en salle de contrôle. Ils sont périodiquement étalonnés.

Des consignes sont rédigées afin de préciser la conduite à tenir en cas d'alarme.

Article V.1.5. – Comportement au feu des bâtiments TEF 1 à TEF 5

Les bâtiments de fabrication doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1 heure,
- murs extérieurs et portes pare-flamme REI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure), les portes présentes au niveau des murs coupe-feu étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- assurer pour les passages couverts prévus entre TEF 5 et TEF 3 la continuité du degré coupe-feu 2 heures.

Article V.1.6. – Prévention des risques d'effet dominos

La zone de la ligne TEF 5 potentiellement impactée par effet dominos depuis le stockage de produits finis n'abrite aucun stockage de produit combustible ou inflammable.

Article V.1.7. – Comportement au feu du bâtiment TEF 6

Les locaux à risque incendie respectent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- L'ensemble de la structure est a minima R 15 ;
- Les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 ;
- Ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120 ;
- Toute communication avec un autre local se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique ;
- Le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl) ;
- Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, tuyauteries et convoyeurs, portes) sont munies de dispositifs assurant un degré de tenue au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Si un degré de tenue au feu est exigé pour la paroi, les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de cet élément séparatif ;
- La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0.

Article V.1.8. – Étude technique de ruine en chaîne des installations de TEF 6 classées 2661 et 2662

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Article V.2 – Installations de stockage

Article V.2.1 – Stockage d'acide sulfurique et de soude

Contrôles des stockages

Les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder un an. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques...) seront mises en œuvre. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué.

Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement gazeux.

Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs, si tel est le cas, doit également faire l'objet de vérifications.

Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Opérations de vidange et de remplissage

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de telle sorte à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Les citernes de livraison devront être équipées d'un système de double vanne pour le dépotage. Une procédure de contrôle devra être mise en place pour s'assurer du produit contenu dans la citerne avant le dépotage.

Ces opérations s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet, pendant les opérations de transfert.

La vidange en service normal se fait, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer ou tout autre dispositif susceptible de satisfaire à l'objectif de prévention de débordement.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide. Le bon état des canalisations doit être vérifié fréquemment.

Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Afin d'éviter tout risque d'erreur, un détrompeur sera mis en place sur les systèmes de dépotage pour différencier les produits.

Évacuation de l'air

Les événements, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels. L'installation disposera d'un poste de premiers secours permettant d'intervenir rapidement en cas d'accident.

Présence d'hydrogène pour le stockage de soude

Dans le cas du stockage de soude, il peut arriver que de l'hydrogène dissout puisse être émis dans le ciel gazeux au-dessus de la phase liquide dans les réservoirs de stockage de soude. Un contrôle de l'absence de gaz inflammables (mélange hydrogène/air) doit précéder toute activité de maintenance.

Article V.2.2 –Bâtiments stockage de produits finis

Le stockage des fibres de carbone et d'emballages en palettes est réalisé dans deux bâtiments, pour une capacité totale de 4 800 palettes ou 3 000 tonnes de fibres de carbone :

- un bâtiment de 5 410 m² composé d'une cellule d'expédition et d'une cellule de stockage ;
- un bâtiment de 5 950 m² (ex produits finis TEF 5).

Le second bâtiment inclut le stockage des emballages avec une capacité de stockage en matières sèches combustibles de 155 tonnes.

Classement des stockages

Les bâtiments de stockages listés ci-dessus sont considérés comme un groupe d'installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage (IPD), tel que définit dans le guide d'application de la rubrique 1510 du 4 juin 2024. Ces stockages ne sont pas classés au regard de la rubrique 1510, l'exploitant n'est donc pas autorisé à stocker une quantité totale et cumulée supérieure à 500 tonnes de matières ou produits combustibles dans ce groupe d'IPD. (bois, carton, plastique).

Les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens de l'article V.1.3 du présent arrêté.

Comportement au feu des bâtiments

Le bâtiment de stockage TEF 5 est séparé du bâtiment abritant la ligne de fabrication TEF 5 par un mur dont les caractéristiques permettent de pallier l'effondrement de la structure en cas d'incendie.

Les nouveaux bâtiments de stockage respectent les dispositions constructives de l'article V.1.7 du présent arrêté.

Article V.2.3 –Bâtiments stockage de PAN et extension stockage de PAN

Les bâtiments de stockage de PAN, ainsi que les bâtiments des cantres, sont classés au regard de la rubrique 2662, « stockage de polymère », et à ce titre ces installations sont conformes à l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Implantation

Les bâtiments sont implantés à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété.

Dispositions constructives stockage de PAN et extension stockage de PAN

Les locaux abritant l'installation de « stockage » doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1 heure,
- murs extérieurs et portes pare-flamme REI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure), les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux A2 s1 d0 (M0) ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux A2 s1 d0 (M0), et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés A2 s1 d2 (M2) non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion,
- mur de séparation entre le stockage PAN et l'extension stockage PAN REI 120 (coupe-feu 2 heures) dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes sont REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Dispositions constructives du magasin PAN TEF 6 et des cantres TEF 6

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ;
- L'ensemble de la structure est à minima R 15 ;

- Les parois entre le magasin PAN et les cantres sont REI 120 ;
- La distance entre ce bâtiment et les locaux sociaux ou un local technique est de plus de 10 m ;
- Le désenfumage de ces bâtiments est effectué en toiture et en façades pour une surface de 2 % de la surface du bâtiment ;
- Les dispositifs de désenfumage sont à commande manuelle et automatique.

Pour le bâtiment des cantres, il est considéré l'absence de mezzanine ou de deux niveaux au regard de la présence obligatoire de trémies pour le désenfumage et d'ouvertures pour le passage des fibres.

Isolement des installations

L'isolement entre installations relevant des rubriques 2662 (stockage de PAN) et 2661 (unités TEF 1, TEF 2, TEF 3, TEF 4, TEF 5 et TEF 6) devra se faire par des murs REI 120 (coupe-feu 2 heures) dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes sont REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. La paroi entre les cantres et le bâtiment de la ligne TEF 6 est REI 120 avec percement pour le passage des fils de PAN et mise en place d'un rideau d'eau au niveau des ouvertures avec déclenchement manuel depuis le poste de contrôle.

Conditions de stockage

Le stockage est divisé en îlots dont la surface maximale au sol est de 400 mètres carrés. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables sont stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.

De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres.

La hauteur des stockages en masse n'excède pas 8 mètres. Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Article V.3 – Incinérateurs de traitement des gaz

Article V.3.1 –Alimentation en gaz naturel

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Une procédure prévoit en cas de détection de gaz, l'arrêt des installations de production puis la coupure de l'alimentation en gaz des incinérateurs.

Article V.3.2 – Contrôle de la combustion

Les incinérateurs sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Ils comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article V.3.3 – Détection incendie

Un dispositif de détection d'incendie est installé autour des incinérateurs.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

Ils sont contrôlés et étalonnés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

Annexe VI : Localisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

